

Entre « Jackpot » et « veillée d'armes »

Tout le monde sait que la prospective est toujours hasardeuse, surtout quand il s'agit de parler de l'avenir. Néanmoins quand un pays ou une organisation en a les moyens et la possibilité, ne pas en faire sous prétexte qu'il y a toutes les chances de se tromper et ne vivre que sur des présupposés est une aberration. Comme l'écrit Alain « *Se tromper est la rançon de penser* ». Faire de la prospective c'est d'abord accepter d'ouvrir le champ du questionnement et d'envisager, sans a priori mais avec discernement et esprit critique, tous les scénarios possibles et imaginables pour le destin d'une collectivité. Certes il ne faut pas tomber dans les excès, que nous connaissons souvent en matière de cartographie des risques, en ne listant que « *ce qui ne va pas* » : de l'incident mineur jusqu'aux potentiels de chaos planétaire. Mais Il ne faut pas tomber à l'inverse dans le relativisme du bon gestionnaire qui ne sait vivre que de bonnes moyennes et qui ramène tout à quelques béatitudes acceptables pour le commun des mortels. Souvent ces bons gestionnaires oublient que les choses de la vie peuvent être de temps à autre fulgurantes, extravagantes, brutales, irrationnelles et déraisonnables. Gustave Flaubert écrivait à ce propos : « *L'habit d'un arlequin n'est pas plus varié dans ses nuances que ne l'est l'esprit humain dans ses folies* ».

Combien de fois avons nous vu des responsables valeureux partir « *la fleur au fusil* », fustigeant la réflexion préalable, privilégiant leur témérité et leur soit disant flair des affaires pour déboucher assez rapidement sur des fiascos retentissants. Le génie et la « *baraque* » ont assez souvent des limites et les grands hommes ont été confrontés un jour ou l'autre à cette épreuve de l'impréparation que l'on rebaptise allègrement après les événements pour se dédouaner « *infortune* ». Pour Andreï Sakharov « *Le monde est un mélange tragique d'infortune, d'ignorance, d'espoir et d'intelligence* ». C'est souvent l'impression qui se dégage du mode de fonctionnement des cénacles de décision dits de haut niveau. Avoir une vision des tenants et aboutissants d'un contexte, clarifier les jeux d'acteurs, savoir identifier les pièges d'une situation, traduire tout cela en hypothèses de manœuvres et en initiatives concrètes sur le terrain n'est pas un exercice inutile quand on a une responsabilité collective et surtout quand on est confronté à des rendez-vous historiques. Les meilleurs en la matière ne sont pas des techniciens ou des « intellectuels », ce sont souvent des gens cultivés, éduqués, audacieux, éprouvés à de multiples méthodes de questionnement, d'étonnement et qui savent sortir des champs rationnels pour aller sur ceux de l'émotionnel, de l'intuitif, du non-dit, du sensitif afin de pressentir ce qui n'est pas encore écrit. Essayons de faire ce travail face à une actualité de plus en plus riche et semble t'il prometteuse en termes de scénarios. Je propose de l'aborder sous trois angles : celui des masses critiques, celui des points de passage obligés et celui des rendez-vous stratégiques.

L'approche par les « *masses critiques* » oblige à sortir de son « *géocentrisme* » et de regarder ce qui se passe ailleurs. Pour nous européens qui sommes très nombriliques et très focalisés sur notre confort matériel et intellectuel, il est crucial d'admettre désormais que le centre géostratégique du monde s'est installé sur l'Océan Pacifique. Ce nouveau centre de décision est caractérisé par une concentration d'ambitions et de moyens colossaux sur les rives du plus grand océan de notre planète, auquel s'ajoutera très rapidement l'Océan Indien. Tous les puissants de demain sont là : les Etats-Unis qui sont toujours dominants, la Chine qui affirme progressivement son rôle de numéro 3 dans le jeu économique mondial, mais aussi la Russie dont beaucoup oublient qu'elle est avec Vladivostok et les îles Kouriles une puissance asiatique, comme le Canada est avec Vancouver aussi une puissance du Pacifique Nord. Quant à l'Inde, à l'Amérique latine et à l'Australie, elles ne sont pas très loin dans le paysage stratégique et font partie de la seconde vague d'ores et déjà « prête à bondir ». Tous ces acteurs très éloignés des états d'âme européens concentrent aujourd'hui l'essentiel de la croissance mondiale, 70% des échanges des biens, des marchandises et aussi des services qui structurent l'économie de demain. La plupart des grands centres de recherche et de développement du futur sont sur ces rivages, qu'ils s'agissent de Berkeley, Osaka, Sydney, Shanghai ou Bangalore. Cet espace est aussi marqué par sa jeunesse (*âge moyen entre 30 et 35 ans*) et son audace économique. Même les Etats-Unis, héritage des vieilles puissances européennes, continuent à bénéficier d'une démographie tonique, gage de créativité et de dynamisme, du fait d'une forte attractivité du pays pour les émigrants. Tous ces pays investissent massivement dans cette bataille de la connaissance et du savoir, celle de l'ère de l'information, qui leur permettra, pour les uns de consolider leur pouvoir, et pour les autres de prendre une place de choix dans les défis du XXI^e siècle. Ils n'ont pas peur, ils sont enthousiastes et ce nouveau siècle résonne pour la plupart d'entre eux comme l'arrivée d'un nouvel âge plein d'opportunités, alors qu'il sonne pour nous comme un tocsin annonçant la fin d'un temps et l'amorce de grands drames. Quelle différence de respiration face à l'histoire ! L'Asie raisonne en logique de « *Jackpot* » : Même si dans la prise de risque elle peut perdre beaucoup, elle sait qu'elle peut aussi gagner énormément. Par contre sur les vieux rivages de l'Atlantique, et encore plus sur ceux de la Méditerranée, règne une atmosphère lourde de « *veillée d'armes* », une drôle d'ambiance, comme s'il y avait de nouveau une fatalité du retour du « *tragique* ». Les dieux seraient-ils en colère là où se finit la terre pour les celtes, et les vents seraient-ils favorables là où se lève le soleil pour les japonais ?

Une chose est certaine les « masses critiques » tant en termes de promesses que de défis sont concentrés sur cet espace américano-asiatique et les européens n'ont pas la main pour le moment ! C'est un paradoxe puisqu'ils ont une concentration de richesses assez exceptionnelle, l'Europe constituant la première zone de libre échange et aussi de richesse consolidée du monde. Ils ont même à leurs portes avec la Méditerranée et l'Eurasie des espaces considérables de potentiel de développement. Mais les européens ont cultivé au cours de ces 50 dernières années une impuissance chronique (absence de politique étrangère et défense commune, pas de projet et d'ambition politique, aucune stratégie d'anticipation face au futur....). Ils ne font que subir les effets des crises systémiques

actuelles, fruit du recalage des jeux de pouvoir et de puissance entre vieux leaders et nouveaux entrants loin de l'Atlantique Nord, sans pour autant avoir la moindre prise sur les événements. La BCE se contente de ne faire pour le moment que du défensif pour préserver l'Union européenne de l'inflation, antichambre de vieilles pulsions populistes et dévastatrices dans notre histoire commune. Quant à l'Euro, il subit irrémédiablement la chute du dollar sans pour autant devenir cette monnaie de référence que tout le monde appelle de ses vœux. Il suffit de suivre par ailleurs les gesticulations de nos chancelleries et gouvernements pour noter combien nous sommes absents des grandes batailles qui se jouent actuellement. Pour reprendre Pierre Rosanvallon¹ l'Union Européenne est devenue petit à petit une « démocratie impolitique ».

Pour autant la résolution de la plupart des crises structurelles actuelles se situe sur le bassin pacifique et l'histoire en marche ne nous attend pas. Les géopoliticiens opposeront à cette théorie le fait que la crise israélo-palestinienne, épice des crises contemporaines, est dans notre aire d'influence et de notre responsabilité. Ils oublient seulement que si la racine de la crise est en effet de notre fait, sa dérivée actuelle avec la crise au Moyen Orient est totalement liée à la montée en puissance de la Chine et demain à celle de l'Inde. L'émergence rapide et brutale de ces deux monstres géopolitiques a tellement déstabilisé les marchés de l'énergie et des matières premières pour soutenir leurs croissances qu'elle a affecté profondément la stratégie du département d'état au cours des 5 dernières années. Les Etats-Unis pour tenir le rapport de force engagé, surtout avec Pékin, sont obligés de revenir sur leur vieille alliance avec les sunnites et d'ouvrir prudemment le jeu en direction des chiites en jouant « *la carotte et le bâton* »². La conduite du projet de refonte du « grand Moyen-Orient » cher à l'administration Bush se joue aujourd'hui autour d'un retour de l'Iran comme grande puissance centrale. L'objectif est de verrouiller cette zone stratégique afin de pouvoir faire face aux pulsions plus ou moins prévisibles : au Nord du tsar de la « Sainte Russie » Vladimir, au Sud des jeunes leaders d'Al Qu'Aïda prêts à édifier un califat à Islamabad (*voire s'ils le peuvent à Djedda en destituant la famille royale saoudienne*) et dans la profondeur eurasiennne de la Chine grand arbitre des jeux régionaux (*et ce n'est pas l'Inde qui lui contestera pour le moment ce rôle : il suffit de tirer les enseignements de l'affaire tibétaine*). Les israéliens qui assurent une grande partie du soutien en recherche et développement des entreprises de défense américaine sur les technologies de pointe du C4I³ n'iront pas contre cette stratégie d'ensemble qui est garante de leur sécurité immédiate. Au-delà ils ont les moyens et surtout la détermination pour revenir à des

¹ Pierre Rosanvallon, « La Contre-démocratie » (Le seuil, 2006).

² D'où les subtils retournements et ajustements de circonstances que nous observons depuis quelques mois sur Bassora et Beyrouth avec d'un côté les milices de Sadr et celles du Hezbollah de Nasrallah afin de leur accorder une place dans la donne de ces deux ports stratégiques pour la région

³ C4I : abréviation donnée aux technologies de pointe connues sous le nom de : « *command, control, communications, computer and information* »

déclinaisons dégradées sur le plan régional si leur sécurité est vraiment en jeu. Quelles que soient les tribulations de la politique intérieure israélienne, les israéliens n'hésiteront pas une seconde à jouer leur va-tout militaire et surtout nucléaire si la situation devenait « folle » sur le plan régional. La récente destruction par l'aviation de Tsahal d'un centre nucléaire en Syrie, les enseignements tirés de la guerre contre le Hezbollah au sud Liban, l'histoire du mur sont autant de signaux qui montrent combien les israéliens ne font confiance aux autres que dans la limite de leur propre survivance.

De fait il est clair que l'ensemble des systèmes de décision est aimanté par ce qui se passe du côté du Pacifique Nord et non plus sur l'Atlantique Nord. Une grande partie des crises systémiques actuelles y trouvent leurs racines et surtout leur résolution en bien ou en mal. Ainsi imaginons que la Chine faiblisse dans sa croissance (du fait de la récession américaine, terre promise d'une grande partie des productions délocalisées de Wal-Mart) c'est l'ensemble de l'économie mondiale qui sera à genoux et je n'ose parler de la situation pour l'économie européenne dont les taux de croissance sont atones. L'oncle Sam et l'oncle Lee « *se tiennent par la barbichette* » et sont pour le moment totalement interdépendants. Si l'un tombe, l'autre chute ! Ils n'y ont pas intérêt, du moins pour le moment. L'emploi des fonds souverains est à ce titre dosé discrètement afin de maintenir ce semblant d'équilibre, histoire de ne perdre la face ni d'un côté ni de l'autre. Sur l'Europe c'est une autre affaire : l'emploi de cette ressource dérivée des rentes pétrolières (*russe ou arabe*) ou commerciales (*Chine, Inde*) que constituent ces fonds privés ou souverains correspond plus à une stratégie marginale de prédation pour récupérer des actifs fragiles en termes de gouvernance, mais intéressants sur le plan des positionnements technologiques ou territoriaux. Dans la règle des 80/20 l'affrontement se joue de façon feutrée sur le Pacifique mais de façon impitoyable sur l'aire d'influence de l'Europe (*cf. les batailles engagés sur l'Afrique, les PECO et aussi sur le pourtour de la Méditerranée*). Cette confrontation politico-économique sera demain matin d'actualité au sein de notre sanctuaire européen, il suffit de suivre les tentatives de contrôle des fonds de pension anglo-saxons, les tests des réseaux de Poutine et ceux des chinois sur les plus belles signatures de la place, en particulier sur les majors de la haute technologie, de l'aéronautique, de l'énergie, voire de la défense et du nucléaire.

Les « **points de passage obligés** », nous les connaissons bien tant ils sont fortement médiatisés et désormais imminents. Par ordre d'importance je les classerai en trois grands moments :

1. *Les « jeux olympiques » de Beijing, qui cachent des évolutions de pouvoir au sein des équipes dirigeantes chinoises, avec en parallèle la même chose du côté américain autour de la succession entre Georges Bush et John Mac Cain.*

Certes nous pourrions assister à un coup de théâtre avec l'élection de Barack Obama, ce qui est peu prévisible dans l'état actuel du débat interne américain. Une telle victoire ne manquerait pas de faire plaisir à nos chroniqueurs européens passionnés par le match qui a opposé les deux leaders démocrates, mais cela ne

changerait pas grand-chose dans le rapport de force qui s'installe durablement avec la Chine. Si l'option d'une nouvelle victoire « républicaine » se confirme, il ne faudra pas oublier que John Mac Cain connaît bien l'Asie (*héros de la guerre du Vietnam, prisonnier du Vietminh*), comme ce fut le cas pour le père de l'actuel président des USA (*qui fut nommé en 1974 par Nixon ambassadeur des USA en Chine aux lendemains du rétablissement des relations diplomatiques*). Par ailleurs des deux côtés ce sont des « *néo-conservateurs* » qui tiennent les rennes du pouvoir. Le rapport de force qui va s'installer dans les prochains mois risque d'être impitoyable et nous commençons à en voir des effets précurseurs au travers du traitement de la crise tibétaine, des réactions chinoises suite au séisme dans le Sichuan, mais aussi de façon très indirecte dans l'affaire du blocage de l'aide occidentale au Myanmar via les réseaux d'influence de la diaspora chinoise auprès de la junte birmane. Certains experts commencent même à parier sur une éventuelle guerre entre la Chine et les USA autour du règlement de conflits régionaux non résolus. Peu comprennent en Occident que l'Asie n'a pas fait en effet son deuil de la seconde guerre mondiale et que les sujets de discordes sont très nombreux sur la région (Corée, Japon/Chine, Taiwan, Vietnam/Chine sur les îles Spratley...)

2. *Une éventuelle « sortie de crise » sur l'Iran avec la consécration par l'administration américaine d'une nouvelle puissance centrale autour d'une série d'actes diplomatiques forts.*

Tout le monde a les yeux fixés sur le feuilleton irakien, mais le véritable enjeu de la présence américaine dans la région est bien la Perse, verrou géostratégique face à l'Asie. L'histoire se répète, il suffit de relire toutes les grandes pages écrites depuis des siècles sur cette région pour s'apercevoir que l'Iran constitue une forteresse naturelle, culturelle et aussi économique incontournable. Dans l'hypothèse où le régime en place profiterait de l'élection américaine pour remettre en cause les dynamiques imperceptibles qui sont en marche sur l'Irak, le Liban et donc la Syrie⁴ et par conséquent vis-à-vis d'Israël, l'administration Mac Cain ne pourra que durcir l'agenda de la précédente administration et n'hésitera pas s'il le faut à franchir le seuil de l'option militaire, option que Condoleezza Rice s'est toujours refusée à jouer préférant jusqu'à présent l'approche secrète et diplomatique pour éviter un nouvel enlèvement militaire. Il n'aura pas le choix, ayant besoin d'un pivot proche oriental fort dans le dos du chinois. Ne faisant pas particulièrement confiance à Poutine, qu'il estime trop marqué par son passé au sein du KGB, et encore moins aux sunnites infiltrés de partout par la nébuleuse Al-Qaïda, il préférera jouer avec les chiites. Ces

⁴ Lire à ce propos l'excellente chronique d'Alexandre Adler dans le Figaro du 7 juin sur : « *la mise à l'écart du chef des services secrets syriens, Assaf Chawkat. Ce remaniement apparemment secondaire, est en réalité une information capitale qui nous indique l'ampleur du tournant qui est en train de s'effectuer au Moyen-Orient. Cette conclusion des rapports orageux entre le président Bachar al-Assad et son puissant beau-frère permet d'ores et déjà d'imaginer de nouveaux développements sur la région* ».

derniers le savent et ils voudront en tirer le meilleur prix sans avoir à vendre leur âme. Ils savent surtout qu'avec la surenchère autour du pétrole ils ont un carré d'as dans les mains, mais ils n'oublient pas qu'en face les américains ont un mental de joueur de poker ; même sans jeu, ils sont capables de gagner et les chiites le savent aussi.

3. *La présidence française de l'Union Européenne avec en arrière plan des évolutions mais aussi des inconnues considérables sur le plan des fondements du projet européen.*

Parmi les dynamiques de fond, deux dossiers réservent des surprises en termes d'épreuves de force entre la chancelière Angela Merkel et le président Sarkozy. Il s'agit de la réforme de la PAC et du projet d'Union pour la Méditerranée. Entre temps l'hypothèse d'un nouveau non au projet européen avec le référendum irlandais du 12 juin risque de remettre en cause le processus engagé à Lisbonne. Dans la mesure où l'Union Européenne n'est pas de nouveau enlisée dans un cul de sac institutionnel, la véritable bataille devrait commencer le 13 juillet lorsque le président français va essayer de sceller ce nouvel espace-temps stratégique sur le flanc sud de l'Europe qui devrait à terme (2030) créer une zone de libre échange et de partenariat pour 700 millions de personnes. Il est clair, qu'au-delà les gesticulations diplomatiques autour de l'appellation du projet (Processus de Barcelone, Euromed...) qui consistent à faire du travail de retardement par commission interposée, les allemands préoccupés par les intentions de Vladimir Poutine sur leur glacis oriental ne veulent pas sur le fond de cette initiative « latine ». Ils préfèrent, et cela s'entend, consolider les stratégies d'investissements et de reconstruction de la zone PECO, renforcer les stratégies d'élargissement de l'Europe sur les deux espaces stratégiques que constituent la Baltique et la Mer Noire dans le sillage de l'OTAN (cf. les dossiers très sensibles de l'Ukraine et de la Georgie), assainir la situation dans les Balkans (entre autre au Kosovo et en Macédoine) et ne laisser aucune prise aux tactiques de captation des actifs stratégiques de l'industrie européenne par Poutine (cf. la loi sur les fonds souverains). Les allemands souhaitent depuis longtemps qu'une réforme en profondeur de la PAC puisse alimenter cette capacité d'investissement et de résistance de l'Union pour faire face à un voisin ambitieux et doté de moyens considérables du fait du renchérissement des prix des matières premières (gaz et pétrole). Il suffit de suivre l'entrisme de Gazprom de tous ses réseaux associés et supportés par le FSB (ex KGB) pour mesurer la puissance de la nouvelle Russie. Les britanniques ont deviné depuis longtemps que les logiques allaient redevenir fractales au sein de l'Europe avec des divergences de fond de plus en plus explicites que l'Euro ne pourra gommer. Avec l'expérience de l'Irak et de l'Afghanistan ils ont compris aussi qu'il était temps de renouer avec une certaine autonomie de fonctionnement et aussi de survivance. Enfin il leur est apparu comme évident que leur avenir repassait par la maîtrise des mers, ce que nous avons vraiment du mal à comprendre en France, d'où leur décision de se doter de deux porte-avions, alors que de notre côté pour faire plaisir à des politiciens qui cherchent

des variables d'ajustement⁵ nous tergiversons sur la construction d'un second porte avion. Compte tenu de tous ces éléments la présidence française s'annonce délicate et difficile, d'autant plus que les comptes de la nation ne sont pas des plus brillants et que le gouvernement est plutôt dans le collimateur de Bruxelles (déficit public, endettement de l'état...). A cela il faut imaginer, pour donner du piquant aux négociations en cours, quelques ruptures de jeu de ces perturbateurs peu fiables que constituent le russe à l'Est et l'algérien au sud avec l'arrivée imminente d'un baril à 150 dollars⁶. Il est évident qu'avec de telles pressions du marché, un dollar de plus en plus faible, ces deux majors du monde énergétique qui tiennent l'Europe en otage dicteront leurs lois du moment. Et n'oublions pas pour conclure l'analyse ce joker que constitue pour tous les jeux : « *le grand turc* ». A Ankara tout le monde sait qu'à moyen terme la Turquie constituera la clé du jeu du fait de sa démographie, de sa position géographique et ce quelles que soient les équations, y compris au Moyen Orient (cf. le dossier Syrien).

Les **rendez-vous stratégiques** sont relativement simples. Ils se situent autour des capacités d'ajustements tactiques des uns et des autres qui deviennent forcément de plus en plus faibles. Les variables financières (bancaires et monétaires), énergétiques (prix du pétrole et du gaz) ainsi que l'évolution des courbes des matières premières et des denrées alimentaires vont être décisives dans les prochains mois. Sur la plupart de ces dossiers nous sommes d'ores et déjà à la limite des points de franchissement des seuils critiques : une seconde crise bancaire avec les défaillances de paiement autour des « *crédits revolving* » pour cet été (*dont tous les spécialistes parlent en catimini*), un franchissement du seuil fatidique des 150 dollars le baril du côté du mois d'août qui consacrerait la notion de troisième choc pétrolier, une multiplication des émeutes de la faim dans les pays du sud ne peuvent que durcir l'ensemble des jeux. Si dans ce spectre de radicalisation des menaces, quelques acteurs assez imprévisibles, comme par exemple Chavez⁷, s'amuse à déstabiliser, en marge de l'ensemble du système mondial qui est sous tension, des sous régions stratégiques pour les approvisionnements pétroliers, nous pourrions alors vivre une accélération de ces logiques fractales sur l'ensemble des échiquiers. A ce titre la menace permanente de Chavez sur le nord de l'Amérique latine, qui rêve en effet d'une guerre avec

⁵ Le coût d'un second porte avion est évalué par les experts à environ 3 milliards d'euros, cela correspond à ce que perd par jour le système financier international depuis le début de la crise du subprime. Sur le plan des ajustements budgétaires il faudrait plutôt s'intéresser à la structure de notre endettement quand en 2007 nous avons contracté de l'ordre de 60 milliards supplémentaires pour assurer le train de vie de l'état. Il est toujours suicidaire d'hypothéquer la survie d'une nation pour satisfaire des plaisirs immédiats. Ces 60 milliards correspondent à des dépenses de fonctionnement non productives de richesse.....

⁶ Ce que les experts prévoient pour l'été sachant qu'il frôle d'ores et déjà les 140\$, certains prévisionnistes comme Goldman Sachs postulent sur un baril à 200 dollars à la fin de l'année.

⁷ Président du Venezuela.

son voisin colombien (ce qui lui permettrait de promouvoir son vieux rêve bolivarien) n'est pas à prendre à la légère. Dans une telle hypothèse le prix du baril atteindrait des sommets surprenants, surtout si en parallèle d'autres pays producteurs comme le Nigeria explosaient politiquement et que la production de ce pays n'était plus accessible. Les spécialistes du golfe de Guinée ne cessent d'alerter sur la fragilité de ce bassin stratégique mais leurs préoccupations sécuritaires sont très éloignées pour l'instant de celles des chancelleries occidentales. Dans ce contexte de tensions géostratégiques j'ajouterai que nous risquons d'être de plus en plus déphasés avec l'agenda des médias. En effet ces derniers commencent à être aimantés pour leur recherche d'audience par les énormes budgets qui gravitent autour des jeux olympiques pour assurer la promotion des marques mais aussi par les comportements régressifs de nos populations qui sont de plus en plus préoccupées par leur « pouvoir d'achat ». Ce ne sont pas les paillettes des jeux ni le côté plaintif des opinions publiques qui seront d'un grand secours si la plupart des fondamentaux partent en vrille.

Pour le moment les pouvoirs politiques doivent partout réviser leurs prévisions à la baisse et « réduire la toile » pour faire face au mécontentement des populations les plus touchées par les premières vagues de ces crises structurelles. Au Nord ce sont les secteurs de la logistique, du transport, de l'agriculture et de la pêche qui sont les plus touchés par les hausses du prix à la pompe, au Sud ce sont les populations les plus pauvres avec la crise alimentaire. Dans les deux cas ce sont les maillons les plus faibles mais aussi les plus sensibles pour la stabilité de nos économies ou pour la sécurité publique des états faillis. Dans les deux cas cela se traduit par des révoltes populistes au Nord et par des émeutes de la faim au Sud. Pour certains experts ces évènements ne sont pas graves en soi, la hausse du prix du baril serait même saine car elle nous obligerait enfin à faire cette mue que nous aurions du déjà engager il y a 15/20 ans. Idem pour les pénuries alimentaires, elles ne pourraient que nous obliger à repenser notre façon de gérer la biodiversité et notre patrimoine agricole. C'est la même litanie chez les banquiers qui affirment aujourd'hui que la crise financière est salutaire en soi car elle devrait leur permettre de réinventer de nouveaux produits et de nouveaux modes de management. Tous ces experts ont raison sur le fond et les crises que nous traversons ne peuvent que nous pousser à engager ces mutations que nous avons trop tardé à mettre en œuvre par manque d'imagination, par souci de spéculation, voire aussi par lâcheté. Pour autant les chocs immédiats qui semblent poindre à l'horizon vont se traduire par des coûts humains, économiques et sécuritaires que nous ne pouvons plus occulter et sous-estimer.

Dans cette réflexion sur les rendez-vous stratégiques nous ne pouvons pas nous limiter à une analyse conventionnelle des courbes de prix des matières premières et des impacts économiques de la crise financière. Il ne faut surtout pas oublier les pulsions des principaux acteurs du jeu : le face à face sino-américain, les réseaux sunnites aux prises avec ce cancer que constitue la nébuleuse Al Quaida surtout sur les bords de l'Océan Indien et dans le dos du Maghreb au sein du Sahel, la bataille de pouvoir au sein des réseaux chiites tant en Iran que dans les pays satellites, etc. Plus le système deviendra ingérable au niveau des transactions de vie, (pétrole, nourriture...) plus les dossiers vont se radicaliser entre peuples, comme toujours dans l'histoire. En matière de prospective, la tendance est souvent de sous-

estimer ces pathologies de dysfonctionnement et de gommer les psychopathies des dirigeants dans l'analyse des scénarios. Compte tenu des évolutions en cours j'ai plutôt tendance à privilégier ces deux approches et à prendre du temps pour comprendre ce qui pourrait « *faire sens* » pour un Poutine, un Khamenei, un Mac Cain, un Wen Jiabiao, un Chavez... Dans quelle mesure n'auraient-ils pas intérêt les uns et les autres à jouer l'accélération, voire la radicalisation de certains jeux pour récupérer des « *mains* » dans ce jeu géostratégique qui devient d'un seul coup très mouvant et par la force des choses très intéressant pour celui qui a le sens des opportunités.

En juin 2007, j'avais souligné la nécessité de faire la différence entre urgences et priorités⁸, présentant les évolutions que nous connaissons depuis un an. Cette intuition était assise sur 25 ans d'observations et de pratiques de la vie internationale. Nous venons de perdre de nouveau un an à jouer les « *urgentistes* » pour satisfaire les besoins médiatiques du moment! Il nous faut désormais assumer et payer notre inconséquence qui dure quand même depuis trois décennies. Espérons que nous serons plus subtils pour les 20 prochaines années. Pour le moment nous n'avons rien fait en termes d'investissements pour pallier à ce choc prévu et annoncé depuis 15 ans du « *peak-oil* ». Idem pour la question de la radicalisation islamique, ce n'est pas un dossier que nous avons découvert avec le 11 septembre, il existait bien avant. Que dire de la crise financière ! Nous avons bu comme un élixir de jouvence tous les discours des « *apprentis sorciers* » produits par nos « *business school* » et avons fait de la « *titrisation* » une bombe à retardement qui est en train de nous exploser à la figure. Mais cette pratique démentielle du « *hors bilan* » nous l'avons aussi pratiquée allègrement dans nos comptes publics ce qui nous a permis de falsifier la réalité, de mystifier « *l'état providence* » et de sombrer dans cet hédonisme suicidaire qui alimente le quotidien de nos écrans plats. Tout ceci ne peut que déboucher sur un nécessaire recalage du système. C'est ce qui en train de se produire et nous n'en sommes qu'au tout début. Certes ces crises permettent de faire émerger des initiatives qui ne pourront qu'être salutaires sur le plan des innovations technologiques, de la maîtrise de notre écosystème, de notre biodiversité, de la gouvernance... mais ne nous leurrions pas : il y a aussi des inconnues sécuritaires qui peuvent déboucher sur des guerres de grande amplitude, voire des initiatives destructrices de réseaux terroristes qui sont dans le sacrificiel et qui sont déterminés à mettre en œuvre des stratégies de destructions massives. Pour le moment nous n'en sommes qu'aux réactions populistes et aux manifestations de population en déshérence ou en désespérance selon le méridien. Vis-à-vis de toutes ces réalités nos apôtres du « *Grenelle de l'environnement* » sont curieusement absents et bien muets...

Si nous tentons de réfléchir à l'horizon 2030, en intégrant les effets de ces chocs immédiats, il serait intéressant d'essayer d'imaginer comment les maillons forts actuels du système mondial vont résister et s'adapter (*les USA, l'Union Européenne, les BRIC⁹*) et surtout comment les maillons faibles vont se repositionner (*l'Islam, l'Afrique, les réseaux*

⁸ Cf. édito de juin 2007.

⁹ B.R.I.C : Brésil, Russie, Inde et Chine.

transnationaux) ... En matière de stratégie il y a ceux qui ont actuellement la main sur les masses critiques et qui peuvent jouer sur leurs marges de manœuvres « *disponibles et consommables* » pour tenir leurs positions et il y a aussi ceux qui peuvent perturber les jeux en jouant le « *dilemme du prisonnier* »¹⁰. Pour le moment cette dialectique n'est pas encore vraiment explicite et rien n'est véritablement écrit. Nous sommes actuellement plutôt engagés dans ce temps intermédiaire où les crises se caractérisent par une accélération des repositionnements, un durcissement des zones de frottement, mais aussi par un besoin de régulation pour pallier aux déséquilibres nés de l'absence des frontières, des Etats, mais aussi du politique. On a donné à ce vide de gouvernance le nom de « *mondialisation* ». Aujourd'hui l'heure des comptes a sonné et les politiques vont avoir enfin rendez-vous avec l'histoire, la vraie celle qui ne pardonne aucune faute. Comme le dit Raymond Aron : « *Ce sont les hommes qui écrivent l'histoire, mais ils ne savent pas l'histoire qu'ils écrivent* ».

Faire de la prospective est avant tout un exercice de lucidité et surtout de responsabilité. L'actualité que nous subissons avec la conjonction de plusieurs crises systémiques de grande ampleur (*crise financière, énergétique, alimentaire et sécuritaire*¹¹) pose actuellement des questions de fond sur les conséquences pour les populations, voire la survie des peuples les plus exposés. Pourtant le travail de prospective permet, et encore plus en période de crise mais avec d'autres méthodes qu'en temps dit de « paix », de poser la réflexion à partir de méthodes ludiques. Il permet aussi de mieux concentrer son énergie et son intelligence afin de rendre l'action encore plus efficace le moment venu. Toutes les grandes victoires politiques, militaires, diplomatiques, économiques ont été assises sur une prise de recul initiale et sur des intuitions stratégiques initiées par un minimum de réflexion en amont. Pour autant il n'y a pas de déterminisme historique dans les rendez-vous qui s'annoncent. Les jeux sont encore ouverts pour tout le monde. Ne serait-ce pas similaire à ce qu'écrivait Tristan Bernard à propos du sexe féminin : « *Quand une femme accorde un rendez-vous, elle ne sait jamais si elle consentira ou si elle ne consentira pas. C'est même pour le savoir qu'elle donne le rendez-vous* ».

Xavier Guilhou¹²

Juin 2008

¹⁰ Le dilemme du prisonnier est un exemple célèbre de la théorie des jeux. Dans ce jeu, comme dans bien d'autres, il est fait l'hypothèse que chaque joueur ici appelé « prisonnier » essaye de maximiser ses bénéfices sans tenter d'en faire autant avec ceux de l'autre joueur.

¹¹ Voir édito du mois de mai : « *Attention vague scélérate !* ».

¹² Président de XAG Conseil et auteur de « *Quand la France réagira...* » éditions Eyrolles – février 2007.